



L'aller-retour Paris-Dzaoudzi en avion coûte environ 900 euros en moyenne, une pression financière supplémentaire pour celles et ceux qui souhaitent étudier en métropole et revenir voir leur famille.

VA, VIS MAIS REVIENTS

≡ RAÏNAT ALILOIFFA & VIRGINIE DE ROCQUIGNY □ FRANCK TOMPS & BENOÎT MICHAËLY

Faute de pouvoir étudier sur leur île, beaucoup de Mahorais-es s'envolent pour la métropole après leur bac. Une expérience parfois douloureuse, quand se conjuguent pression familiale, isolement et difficultés scolaires.

Dès leur entrée au collège, les enfants mahorais-es le savent : tôt ou tard, ils et elles devront s'en aller.

Du haut de ses 19 ans, Samina Attoumani est encore très attachée à sa mère. «*Il n'y a qu'elle et moi à la maison*», indique la jeune femme timide qui se cache constamment sous le châle qu'elle met sur sa tête et dans lequel elle enroule son cou. La perspective de devoir la quitter l'angoisse profondément. Cependant, elle n'a pas le choix. À l'image d'une grande partie des bachelier-es de Mayotte, elle devra bientôt laisser son île natale derrière elle. 2 500 se sont envolé-es pour étudier à La Réunion ou en métropole en 2020. Selon Ibrahim M'Colo¹, le président de l'association Caribou Maoré, mobilisée sur les questions de départ et d'accueil des étudiant-es mahorais, «*tous les ans, sur 4 000 bacheliers, 60 % quittent le territoire. Ceux qui restent sont principalement des personnes qui ont des difficultés administratives et qui ne peuvent pas partir.*» En particulier celles et ceux qui ne possèdent pas de papiers, et qui, après la terminale, doivent demeurer à Mayotte peu importe leur parcours.

Ce fameux départ, autant attendu par certain-es que redouté par d'autres, ne revêt qu'un objectif : préparer leur avenir

professionnel. Dès leur entrée au collège, les enfants mahorais-es le savent : tôt ou tard, il faudra s'en aller. Samina veut poursuivre une carrière dans l'immobilier, mais ne peut pas le faire dans le 101^e département de France. À Mayotte, les établissements d'études supérieures sont peu nombreux. L'île possède quelques BTS dans les lycées ainsi qu'un Centre Universitaire de Formation et de Recherche (CUFR), mais la liste des cursus proposés est réduite. Des élu-es demandent depuis des années sa conversion en université de plein exercice. Force est de constater que ce projet peine à se concrétiser.

Samina ira donc à Toulouse. Si elle l'a choisie, ce n'est pas spécialement par amour pour la ville rose, mais plutôt par sécurité. «*Ma grande sœur habite là-bas. Elle connaît la ville, le mode de vie, elle pourra m'aider*», explique-t-elle. Un critère non négligeable pour cette jeune femme qui n'a jamais vécu dans l'Hexagone. «*Je n'y suis même jamais allée pour les vacances*», souligne-t-elle. La future étudiante ne devra pas payer de loyer et son aînée pourra l'aiguiller dans ses démarches, source de problèmes

pour bon nombre de Mahorais-es qui vont poursuivre leur cursus en dehors de leur île. «*Ils ne sont pas habitués à faire des démarches administratives. La plupart du temps, ce sont leurs parents qui font tout. Une fois qu'ils se trouvent en métropole, ils sont désenparés, livrés à eux-mêmes et ne savent pas quoi faire*», explique Soidridine Soulaïmana, président et fondateur de l'association Réseau Lahiki, qui prépare les bachelier-es au grand départ. Samina en est consciente, rien ne sera simple. «*Je n'ai pas envie d'y aller*, souffle-t-elle. *Si je pouvais rester à Mayotte, je le ferais.*» Elle a inscrit dans ses vœux sur Parcoursup un BTS au lycée de Sada, dans l'ouest de l'île, et espère être acceptée, bien que cela ne corresponde pas à son projet professionnel. «*Psychologiquement, je ne me sens pas prête à partir. Je ne veux pas quitter ma mère*», avoue-t-elle les larmes aux yeux. La séparation s'annonce difficile, même si elle sait que ce moment arrivera un jour ou l'autre. Elle a choisi de repousser son envol jusqu'aux derniers jours des vacances scolaires. «*Ma mère ne réalise pas non plus que je ne serai plus près d'elle. Elle a espoir que le*

¹ • Également photographe pour ce numéro de *Pays*.

vœu à Sada soit accepté. » Sa crainte de cette nouvelle vie se porte également sur le dépaysement. « *Je vais aller dans une école où il y aura que des blancs ou presque. J'ai peur d'être mise à l'écart si je suis la seule Mahoraise* », révèle la jeune fille. Malgré ses doutes et ses inquiétudes, la bachelière arrive à relativiser et se rassurer. Elle sait que pour un meilleur avenir, « *il vaut mieux partir, voir autre chose, pour mieux revenir à la maison.* »

UN DÉPAYSEMENT BRUTAL

Début septembre, la nouvelle étudiante découvrira les méandres de l'aéroport Paris-Charles-de-Gaulle. Celles et ceux qui ont fait ce voyage se rappellent avec précision de cette expérience initiatique et vertigineuse dans ces couloirs sans fin où les gens se pressent. Souvent, c'est un-e cousin-e, un-e ami-e ou un-e membre de la famille plus ou moins éloigné-e qui les attend dans le hall des arrivées. Certain-es n'ont pas cette chance et sont alors accueilli-es par des associations. « *Nos jeunes bénévoles les accompagnent jusqu'à la gare et leur expliquent comment fonctionnent les transports en commun, le système des plateformes pour les trains, les écrans d'affichage en gare...* Toutes ces choses que nous n'avons pas à Mayotte », décrit Neema Graziella Gravier. La secrétaire de la Fédération des Associations Mahoraises de Métropole (FAAM)

a d'ailleurs coordonné la prise en charge à la sortie de l'avion de 270 étudiant-es pour la rentrée 2022. « *La plupart ont un logement, au moins temporaire. Mais certains sont complètement perdus et n'ont pas même un point de chute,* raconte celle qui a aussi connu l'expérience de la mobilité pour ses études. *J'ai presque chaque année hébergé des compatriotes pendant quelques mois pour les dépanner.* »

Quand il est arrivé à Brest pour son BTS, Abdillah Malidi n'a pas eu d'autre choix que d'occuper le canapé d'un ami. « *C'était très dur au départ: je ne me sentais pas chez moi, la famille me manquait,* confie-t-il. Tout était galère: prendre le bus, aller à un rendez-vous à la CAF... Je n'arrêtai pas de me perdre dans la ville! » Même sentiment de solitude pour Eliza Boina, venu en métropole poussé par sa sœur. Le jeune homme plutôt réservé a posé son sac à 19 ans chez son frère sans projet défini, si ce n'est celui d'échapper à une vie oisive dans les rues de Mamoudzou. Au bout de plusieurs mois à Brest, c'est grâce à un ami mahorais qu'il a découvert l'existence de la mission locale, a pu bénéficier d'un accompagnement et trouver sa voie. Comme beaucoup d'autres, Abdillah et Eliza ne s'étaient pas préparés à ce dépaysement brutal.

« *Ils ne sont pas du tout prêts!* » Le constat d'Ibrahim M'Colo, président de l'association Caribou Maoré, est sans appel. À Mayotte, sa structure s'emploie

à conseiller dans les communes et les établissements scolaires, les lycéen-es pour leur vie étudiante en métropole ou à La Réunion. Mais ce travail de longue haleine ne suffit pas. « *À l'école, on ne leur parle pas d'orientation. Quand on intervient, on ne nous donne pas assez de temps, on a généralement une heure. Et lorsque l'on fait les tournées des villages, les jeunes ne viennent pas nous voir* », regrette-t-il. Ce défaut d'investissement des élèves justifierait leur difficile adaptation selon lui. « *On reproche l'échec des étudiants mahorais, mais je pense que cela est dû à un manque de volonté. De nos jours, l'information est facilement accessible sur Internet, mais il faut la chercher* », ajoute-t-il. Et de regretter: « *Les parents ne sont pas tout le temps présents, ils se réveillent quelques jours avant le départ des enfants et c'est trop tard.* » Un avis partagé par Soidridine Soulaïmana, président du Réseau Lahiki: « *Pour qu'un jeune puisse réussir, le soutien et l'accompagnement des parents est important. C'est encore plus vrai pour les Mahorais qui vont étudier à l'extérieur. Malheureusement ce n'est pas toujours le cas.* »

« Je vais aller dans une école où il y aura que des blancs ou presque. J'ai peur d'être mise à l'écart si je suis la seule Mahoraise »

~ Samina Attoumani, future étudiante



→
Lainy Ali
Houmadi,
étudiante
mahoraise à
Brest, travaille
tout l'été 2022
en tant que
boquiniste.



« Ils m'ont laissée partir à une condition : que je réussisse et que je revienne le plus vite possible. J'avais des comptes à rendre. »

~ Hachmia Haidar, étudiante

DÉCALAGE CULTUREL ET SCOLAIRE

Grandir sur une île d'une culture radicalement différente du territoire métropolitain a ses avantages, mais pour celles et ceux qui veulent suivre une formation dans l'Hexagone, cela peut devenir handicapant. On exige souvent des étudiant-es mahorais-es d'égaler le niveau de leurs camarades métropolitain-es et d'avoir des connaissances similaires sans prendre en compte ce décalage. « *Quand je suis parti étudier le tourisme à Montpellier, on nous avait demandé d'organiser une visite guidée d'un château. Tous mes camarades avaient une longueur d'avance sur moi parce qu'ils étaient déjà allés dans un château alors que moi je découvrais, donc je ne pouvais pas faire l'exercice* », se souvient le président du Réseau Lahiki, Soidridine Soulaïmana. Avant de se retrouver à Brest pour sa formation, Nasma Moussa, était inscrite en BTS métiers de l'eau à Chambéry.

←

Abdillah Malidi, est venu de Mayotte pour suivre ses études à Brest. Le voici chez lui.

« Très vite, je me suis sentie inutile en cours, j'étais en décalage par rapport aux autres. Les profs me conseillaient de quitter la filière et de me réorienter vers autre chose, car je n'avais pas le niveau. C'était juste horrible. » Même constat pour Ishma Malidi, qui se trouvait pourtant dans le peloton de tête en terminale : « Les profs du lycée nous disaient qu'on allait tomber des nues en arrivant en métropole. C'est vrai que le niveau scolaire est très différent. Il y a des choses que je ne connaissais pas du tout et que toute ma classe semblait maîtriser. Des logiciels aussi, que je n'avais jamais utilisés. Je me suis souvent sentie perdue. Heureusement qu'on est plusieurs Mahoraises dans ma classe

et qu'on se serre les coudes ! » Une de leurs enseignantes a d'ailleurs pensé à organiser des sessions de mise à niveau pour les aider.

Découragé·es, beaucoup abandonnent. Hachmia Haidar, 23 ans, est arrivée dans l'Hexagone pour une licence de droit, après un bac littéraire à Mayotte. « À la fac, j'étais complètement paumée, reconnaît-elle. J'ai décidé d'arrêter au bout de quelques mois. » Après avoir elle-même rencontré de nombreuses difficultés en intégrant le Centre Universitaire de Cambrai (Hauts-de-France), Nassabia Ali Saanda a choisi de consacrer sa thèse en science de l'éducation² à la mobilité et à l'échec scolaire des étudiant·es mahorais·es en métropole. Malgré l'existence d'aides financières à la mobilité (voir encadré ci-contre), peu de chiffres et de travaux sur le sujet ont été publiés. La chercheuse s'est concentrée sur le parcours de 783 bachelier·ères de 2011 poursuivant leur scolarité en métropole. Seuls 21% avaient validé leurs semestres à l'issue de leur première année post-bac. Les autres avaient abandonné, redoublé ou s'étaient réorientés. « Des chiffres vraiment en deçà de ceux observés pour le reste de la France », commente Nassabia Ali Saanda. Plus largement, un·e étudiant·e mahorais·e sur deux quitte l'enseignement supérieur sans obtenir aucun diplôme alors

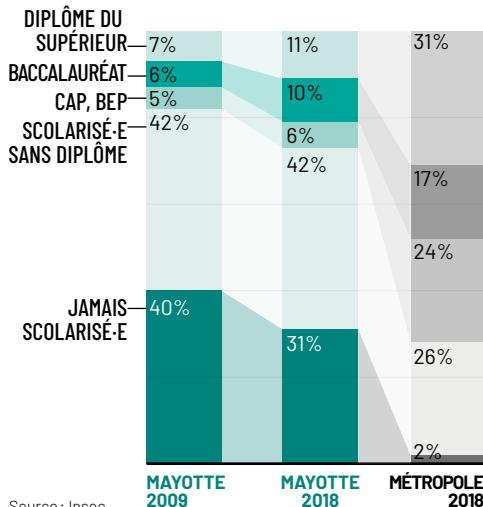
que cette situation n'en concerne qu'un·e sur cinq au niveau national.

À DISTANCE, LA PRESSION DES PARENTS

« Les profs nous répètent depuis le collège qu'on va galérer si on part étudier en métropole, on panique en arrivant ! », confesse Lainy Ali Houmadi, étudiante en master de biogéologie à la fac de Brest. Elle s'agace de cette épée de Damoclès brandie sur les lycéen·nes mahorais·es. Ayant grandi avec une mère bretonne et un père mahorais, la dynamique jeune femme reconnaît que cela a pu lui faciliter les choses. « Je me suis rendu compte que c'était pas si compliqué ! C'est vrai qu'en métropole, il faut plus aller chercher l'information et on n'a pas l'habitude. On doit apprendre à aller dans les bibliothèques par exemple, des infrastructures qu'on n'a pas chez nous. » Pour elle, et malgré sa double culture et sa détermination, c'est l'intégration sociale qui s'avère la plus difficile : « Je ne me suis fait qu'une dizaine d'amis seulement, tout le reste de mes connaissances, ce sont des gens des îles avec qui j'ai la même mentalité. Ici à Brest, même mon voisin de palier, je ne le connais pas, alors qu'à Mayotte on connaît tout le monde dans son quartier. Les gens sont détachés les uns des autres. » Pour contrer la solitude, les associations

TOUJOURS PEU DE DIPLOMÉ·ES

RÉPARTITION DE LA POPULATION SELON LA SCOLARITÉ OU LE PLUS HAUT NIVEAU DE DIPLOMÉ OBTENU



2 • Nassabia Ali Saanda. La mobilité et l'échec scolaire des étudiants mahorais en Métropole. Éducation. Université de Lyon, 2019.

LES AIDES FINANCIÈRES À LA MOBILITÉ

Pour financer leur départ vers la métropole dans des filières de formation non accessibles sur l'île, les étudiant·es de Mayotte peuvent faire appel à deux structures. La première : L'Agence D'Outre-mer pour la Mobilité (LADOM), service de l'Etat mis en place dans l'objectif de favoriser la mobilité territoriale des Ultramarin·es vers la métropole. LADOM prend en charge tout ou partie du billet d'avion vers la métropole selon les ressources. À partir de la deuxième année d'études, pour obtenir le financement de leur billet, les étudiant·es doivent avoir validé leur année universitaire, une source de pression supplémentaire. Même schéma pour la bourse du Conseil départemental, qui n'autorise qu'un redoublement ou une réorientation par cycle d'études. Par ailleurs, ce dispositif reste inaccessible aux étudiant·es étrangers, qu'ils et elles soient né·es ou non à Mayotte.

d'étudiant·es mahorais·es, qui existent un peu partout, jouent un rôle crucial. Journées d'intégration, sorties culturelles ou sportives... «*nous sommes là pour délivrer des messages d'encouragement, et surtout éviter les situations*

d'isolement, qui peuvent déboucher sur des drames», rappelle Neema Graziella Gravier, de la FAAM.

Ces difficultés sont d'autant plus compliquées à vivre qu'une forte pression parentale s'exerce sur les Mahorais·es qui étudient en métropole. «*Les familles ont beaucoup d'attentes, mais n'ont souvent pas du tout conscience de ce que leurs enfants endurent parce qu'elles ne savent tout simplement pas comment ça se passe*», constate Neema Graziella Gravier. Cette pression, tous les jeunes en témoignent. Nasma, lorsqu'elle peinait en BTS à Chambéry, n'osait pas se confier à sa famille. «*Je suis l'aînée, donc mes parents me rappellent tout le temps que je dois être un modèle à suivre pour mes petits frères et petites sœurs.*» Quand Hachmia Haidar s'est installée pour faire ses études en Bretagne contre l'avis de ses parents, les règles étaient claires : «*Il m'ont laissée partir à une condition : que je réussisse et que je revienne le plus vite possible. J'avais des comptes à rendre.*» L'oncle qui l'hébergeait a refusé de la garder au moment où elle a renoncé à poursuivre sa licence de droit en cours d'année. «*Je ne voulais pas appeler mes parents à l'aide, j'avais décidé de venir de mon plein gré, il fallait assumer. Et quoi qu'il arrive, je ne me voyais pas rentrer chez moi.*» La mission locale l'a épaulée pour trouver un logement et accomplir ses démarches administratives jusqu'à ce qu'elle décroche un contrat d'apprentissage.

Un·e étudiant·e mahorais·e sur deux quitte l'enseignement supérieur sans obtenir aucun diplôme contre un sur cinq au niveau national.

Beaucoup terminent leurs études en métropole ou à La Réunion malgré ces embûches et reviennent à Mayotte avec un master ou un doctorat. La clef du succès ? «*Bien préparer son projet professionnel et être accompagné par les parents*», selon le président du réseau Lahiki.

Après leur passage se pose la question de l'avenir. «*Je pense que je vais finir par rentrer*», confie Hachmia Haidar, qui n'a pas pu aller à Mayotte faute de temps et d'argent depuis qu'elle est arrivée, il y a cinq ans. *Mais ça va être très compliqué sur le plan du travail... J'ai choisi d'être fleuriste, c'est une passion, or il n'y a pas de possibilité d'être embauchée dans ce secteur à Mayotte. Je veux rester active et, surtout, ne pas vivre de petits boulot.*» De son côté, Abdillah Malidi n'hésite pas : après son BTS accompagnement, soins et services à la personne, il prendra son billet retour : «*Je me dois d'être sur mon île. Il faut que les choses avancent. J'ai vu comment c'était dans les structures sociales là-bas pendant mon stage et je me dis que je peux faire mieux que ça. Je veux faire bouger les choses à Mayotte.*» Ø